

BULLETIN INFO

JANVIER 2016 / N° 76

ALLÉE DU CONCEPT - QUARTIER GIRODET - 26500 BOURG LES VALENCE — TEL 04 75 55 99 90
COURRIER@ADOS-SENEGAL.ORG — HTTP://WWW.ADOS-SENEGAL.ORG



L'APPROCHE D'ADOS

Ne pas faire à la place de...

Mais aussi et surtout, mettre les collectivités locales de la région de Matam au cœur des projets ; cela contribue à les renforcer et tend à accroître leur notoriété.

Au Nord comme au Sud, faire évoluer les représentations, permettre des échanges, travailler ensemble...

Voilà, une partie des spécificités qu'Ados défend aujourd'hui, après 30 années de présence à Matam au Sénégal, comme en région Rhône Alpes, principalement en Drôme et en Ardèche.

La commission Communication

Baromètre 2015 : quelles perceptions des français sur l'aide publique au développement ?

Une opinion publique globalement favorable : 67% des Français sondés se sont déclarés "*favorables*". Ce chiffre est en hausse par rapport à 2014 (+ 5 points).

Dans le même temps, **88% des Français** pensent que "*les pays riches et les pays pauvres sont confrontés à des enjeux de développement qui concernent l'ensemble de la planète*".

Et 82% considèrent que les soubresauts à la fois "*politique, économique, climatique, démographique [...] dans les pays en développement*", auront un impact en France dans les dix ou quinze prochaines années.

Pour Annick Girardin, secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie, c'est la preuve que "*nous sommes bien loin de la vision d'une France recroquevillée sur elle-même*." Anne Paugam, directrice générale de l'AFD, voit dans ces chiffres une prise de conscience des Français que "*ce qui se passe au Sud peut avoir un impact sur leur vie*."

- ② — Mot du président, Jean René Perchet
- ③ — Renforcer les Institutions locales
- ④ — Des témoignages
- ⑥ — L'Éducation à la citoyenneté / Une expérience de stage
- ⑦ — Regards croisés sur la coopération
- ⑧ — Et maintenant...



LE MOT DU PRÉSIDENT

Chers adhérents, partenaires et sympathisants,

7 janvier 2015, Paris : Charlie Hebdo, Hypercascher. 13 novembre 2015, Paris : 11^{ème} arrondissement, stade de France. Deux évènements qui nous amènent à nous interroger sur le devenir de notre société : perte de repères, repli sur soi, communautarisme, rejet de l'autre qui depuis quelques années ne cessent de monter en puissance. Ces périodes troubles de notre histoire au cours desquelles les valeurs de notre pays, les valeurs de notre association sont mises à mal, doivent nous amener à renforcer notre action.

Depuis 30 ans, ADOS œuvre en région de Matam et en région Rhône Alpes pour une meilleure compréhension réciproque de nos cultures au Nord et au Sud.

Depuis 20 ans, ADOS met son savoir-faire de mise en lien, d'accompagnement des institutions locales, et d'animation de territoire au service de la coopération décentralisée liant collectivités et acteurs de la société civile au Nord et au Sud.

Les deux Départements, Drôme et Ardèche, la Région Rhône Alpes, et plus récemment la Ville de Valence et la Communauté d'Agglomération Valence Romans Sud Rhône Alpes construisent avec les collectivités locales de la région de Matam un meilleur avenir pour leurs populations. Au-delà des échanges institutionnels, c'est tout un territoire qui est mobilisé, ici comme là-bas, dans le cadre d'actions d'échanges et de renforcement de capacités : éducation, formation, santé, hydraulique et assainissement.

Depuis 10 ans, ADOS investit plus activement le champ de l'éducation à la citoyenneté internationale en Rhône Alpes en s'impliquant dans un travail en réseau avec d'autres associations pour sensibiliser un plus large public, jeunes et adultes, à la solidarité internationale. Ces relations de partenariats multiformes, engagées dans la durée et empreintes d'un respect et d'une recherche d'apports mutuels, ont porté leurs fruits dans de nombreux domaines. Un pas de plus a été franchi récemment par la concrétisation, pour la 1^{ère} fois dans l'histoire d'ADOS, d'un accueil de jeunes lycéens sénégalais reçus à Valence par les lycéens d'Emile Loubet : ce fut une grande première mais aussi une belle réussite.

Tout ce travail mené par les élus et techniciens locaux, les acteurs mobilisés, les salariés et bénévoles d'ADOS tant en Drôme Ardèche que sur le territoire matamois, mérite d'être renforcé. On note au fil des années et des missions menées sur le terrain, une implication de plus en plus forte des élus, un engagement certain des populations pour un meilleur accès aux services de base. Cette évolution positive ne saurait connaître de répit.

Cela nous invite à réfléchir et encore réfléchir sur l'évolution de notre association pour répondre au mieux aux défis nouveaux. Un sondage récent sur la perception qu'ont les français de l'aide publique au développement montre que 67% des sondés y sont favorables (+5 points par rapport à 2014). Parmi eux, 80% considèrent que l'accès à l'eau et à l'assainissement doit être la priorité.

C'est sur cette note plutôt reconfortante qu'en ce début d'année je vous présente en mon nom, celui des bénévoles et des équipes une année pleine de joies partagées et d'engagement.

Qu'il me soit permis de formuler le vœu qu'ADOS puisse continuer à mieux faire vivre, ici et là bas, les valeurs qui sont le socle de notre activité.

Jean René Perchet.



RENFORCER LES INSTITUTIONS LOCALES

UNE FAÇON DE VOIR ET DE FAIRE LA COOPÉRATION ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !



« Collectivité locale », « Territoire », « Gouvernance », « Maîtrise d'ouvrage »... mots clés de nos actions.

Ces termes sonnent « technocratiques » ou « obscures » pour beaucoup d'entre nous ; en tous cas, ils sont bien éloignés des représentations premières suscitées par l'expression « solidarité internationale » !

Participer à l'introduction de l'intérêt général dans le développement local

Derrière ces termes, se décline une vision du développement et une forme d'engagement concret dans la solidarité internationale qu'ADOS a forgé au fil de son expérience : mettre les collectivités locales au cœur de toutes les démarches, pour qu'elles puissent assumer au mieux les responsabilités qui sont les leurs, et, appréhender le territoire dans sa globalité pour :

- garantir un accès pour tous aux services sociaux de base,
- favoriser une attention aux demandes des populations et de la société civile,
- travailler en concertation avec l'État,
- appliquer les systèmes de fiscalité locale....

En d'autres termes, participer à l'introduction de l'intérêt général dans le développement local, pour lutter contre les inégalités et favoriser un développement (économiquement et socialement) durable.

L'intérêt d'un partenariat de collectivité à collectivité

Les partenariats de coopération décentralisée engagés par les collectivités drôme ardéchoises depuis 20 ans et accompagnés par ADOS prennent ainsi tout leur sens : accompagner les dialogues entretenus entre collectivités locales encourage les collectivités du Sud à revendiquer et affirmer leur positionnement et leur légitimité locale.

Quel retour de la coopération sur notre territoire au Nord ?

Pour les collectivités du Nord, s'engager dans une démarche de coopération décentralisée, s'appuie également sur une motivation forte à travailler sur le mieux-vivre ensemble, ici en France. La coopération décentralisée devient alors fédératrice à l'échelle d'un territoire pour construire et promouvoir une culture internationale partagée avec les habitants, les associations, les établissements scolaires, les centres de quartier.... C'est un outil efficace pour éduquer le plus grand nombre à la citoyenneté internationale et sortir du « cercle des convaincus » !

Les signes de cet impact sont nombreux. Citons les principaux :

- le développement d'une dynamique locale permettant de faire se rencontrer autour d'un projet des structures et des gens qui s'ignorent,
- une meilleure implication des migrants autour d'une coopération avec leur pays d'origine,
- une ouverture des jeunes au monde,
- de nouvelles motivations pour les services techniques engagés dans l'appui à la collectivité partenaire.

*Michaële Groshans
Directrice d'ADOS*

[Voir également l'interview croisé en page 7 de ce Bulletin Info.](#)



C. Chevalier



S. Decramer



I. Dia



A. Diagana



M. Diallo



O. Diallo



S. Dubois



A. Fall



N. Fall



« apprendre à se connaître, c'est admettre que chacun a des intérêts divergents mais ça n'empêche pas d'avoir un même chemin sur lequel s'engage chacun des partenaires »

« les échanges permettent que les enfants puissent vraiment s'accepter malgré leurs différences »



« la coopération, c'est aussi lutter contre les stéréotypes, prendre l'autre tel qu'il est et aller vers lui »



« le renforcement des moyens humains des collectivités sénégalaises est le garant de la durabilité des services »

« quand on réalise un forage, le jour où l'eau jaillit, ça me marque toujours, parce que les femmes, les jeunes filles, les garçons, tout le monde vient prendre de l'eau sans devoir faire des kilomètres »

« souvent dans les pays africains, il y a des projets et des réalisations mais il n'y a pas de suivi. Avec la coopération décentralisée, on apprend à bien maîtriser les ouvrages que nous sommes en train de faire et ça, c'est important »



« être solidaire, c'est travailler ensemble, unir nos forces pour obtenir des résultats, et qu'il y ait une réciprocité d'échanges, de coresponsabilité »

« coopérer, c'est se comprendre, partager, échanger »

« un respect mutuel »

« c'est le rendez-vous du donner et du recevoir »

« pour la première fois, dans le cadre d'un processus de coopération décentralisée, on inverse la tendance et on permet là a collectivité locale de se positionner dans son rôle légitime »

« dans l'échange on trouve toujours des solutions »

« le partenariat m'a permis d'aller au contact des gens - nous, on a tendance à considérer que nous agissons uniquement sur la matière, alors que la matière, c'est aussi, des hommes »



« La confiance, le respect, l'autonomie, sont le socle de ce partenariat »

« Le partenariat a permis à nos élus de pouvoir connaître le mode de vie des élus du nord »

Cécile Chevalier, Conseillère création d'entreprise, membre du bureau d'Ados – **Thierry Clause**, Adjoint de direction au CFA Ba
Aminata Diagana, Professeur au collège de Waoundé et Membre du Comité de pilotage – **Mass Diallo**, Ingénieur hydraulique à Ados
service à l'Hôpital d'Ourossogui – **Sylvie Dubois**, Éluée déléguée à la Solidarité internationale et à la Coopération décentralisée
d'Électrotechnique et Directeur du Centre de Formation Professionnel d'Ourossogui (CFPO) – **Michaële Groshans**, Directrice
Samba Mamadou Ndiaye, Élu de Waoundé – **Abasse Ndour**, Chef de la Division Appui au développement économique local à Agence F
Poste à Namary – **Moctar Bocar Sall**, Chef des Eaux et forêts du secteur de Ranérou-Ferlo – **Isabelle Seren**, Directrice de la commun
de communication pour le Comité de Pilotage de Waoundé – **Djibi Sow**, Président du GIE « Fouta plomberie » à Ourossogui –
Aminata Thiogane, Présidente du GIE « Bamtaré Fédé Fabé » de Sinthiou Garba –



M Groshans



H. Lam



S-M. Ndiaye



A. Ndour



K-A. Niang



A. Sadio



Cap. Sall



I. Seren



B. Soumaré



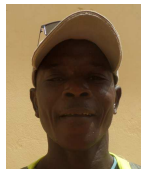
« ces moments d'échanges sont toujours des moments précieux qui permettent d'avoir de petites étincelles d'idées, qui elles-mêmes, vont construire des hypothèses de travail et des hypothèses de réalisation »



« ce qui est intéressant c'est que ce lien se fait sur la durée »



« La différence à Ados, c'est vraiment de travailler en collaboration avec les gens sur place pour construire une réponse commune et non pas apporter quelque chose de tout fait »



D. Sow



L. Thioune

« faire émerger un citoyen nouveau »



« implication forte de la population locale, qui a envie de prendre en main son destin »

« la personne doit pouvoir créer ses propres moyens de travail. on peut partir du néant pour aboutir à quelque chose »



« on sentait qu'elles avaient vraiment pris en main leur projet »



« l'investissement humain est essentiel, celui du porteur de projet et aussi de l'équipe des formateurs »

« tout le monde doit participer au développement, que ce soit dans n'importe quel domaine »

« il suffit de s'y mettre pour savoir que c'est réalisable »

« on est arrivé à monter un projet avec la participation des populations »

« mon rêve, c'est que partout dans la région de Matam, les populations puissent accéder à l'eau potable en qualité et quantité suffisante et à prix accessible, car c'est important »

« si je n'avais aucune limite, j'éradiquerai complètement l'insécurité alimentaire »

« je rêve d'un Sénégal meilleur où personne ne prendra ni les pirogues ni aucun autre transport pour aller migrer »

tipôle de Livron – **Sophie Decraemer**, Volontaire Solidarité internationale à Ados – Idrissa Dia, Chauffeur ambulance de Namary – **Oumar Diallo**, Infirmier Chef de Poste à Waoundé – **Kalidou Dia**, Président ASUFOR de Soringho – **Dr Baye Ndong Diouf**, Chef de Département de l'Ardèche – **Abou Fall**, Chef de la division hydraulique de la Région de Matam – **Ndiougou Fall**, Professeur d'Ados – **Chloé Hermann**, CPE du collège Émile Loubet – **Hadja Lam**, Conseillère municipale de la commune de Bokidiawé – Régionale de Développement (ARD) de Matam – **Khadiatou Astou Niang**, Service Civique à Ados – **Abdoulaye Sadio**, Infirmier Chef de Département de l'Ardèche, en charge au cabinet du Président de la coopération décentralisée – **Bakary Soumaré**, Chargé **Abdoulaye Sy**, Chef du Centre des services fiscaux de Matam – **Babacar Thiandoum**, Directeur de l'Hôpital d'Ourossogui – **Amine Thioune**, Coordonateur d'Ados à Matam – **Élève**, classe de CM2 de Matam 1



POURQUOI FAISONS-NOUS DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ INTERNATIONALE ?

L'idée d'ouvrir des jeunes à « d'autres horizons » était au cœur de la toute 1^{ère} action d'ADOS, l'année même de sa création en 1985, avec la mobilisation d'un groupe de jeunes drômois à Ourossogui.

En 30 ans, l'activité s'est élargie, diversifiée, structurée et constituée, aujourd'hui, une stratégie d'action à part entière de l'association.

Qu'est-ce qui motive notre action ?

A l'échelle mondiale et au cœur de toutes les sociétés, les inégalités se creusent et engendrent des tentations de repli sur soi, d'intolérance et de rejet sous toutes ses formes. Cette situation met à mal nos capacités à « vivre ensemble » et à « faire ensemble ».

A l'échelle individuelle, chacun est de plus en plus conscient des impacts, positifs et négatifs, de la mondialisation sur son quotidien. Il reste cependant bien souvent démuné pour comprendre cette réalité, l'analyser et repérer les moyens concrets pour agir.

Au Nord comme au Sud, prendre du temps à se connaître, découvrir d'autres réalités, autour de soi et au « lointain », dépasser ses représentations, apprendre à travailler ensemble,... nous sommes convaincus que ce sont des clés pour faire changer nos sociétés. L'expérience présentée ci-dessous illustre les impacts qu'une telle démarche peut avoir.

*Michaële Groshans
Directrice d'ADOS*



UNE EXPÉRIENCE DE STAGE

MOYEN DE RENFORCER SES COMPÉTENCES HUMAINES ET PROFESSIONNELLES

En 1990, 4 étudiantes infirmières contactaient l'association ADOS afin de partir faire un stage au Sénégal. Ce 1^{er} contact a abouti à un partenariat durable entre ADOS et l'IFSI de Valence et une diversité de structures de santé de la région de Matam. En 25 ans, 200 étudiantes ont été accompagnées dans cette expérience. Une étude d'impacts menée de janvier à septembre 2015 a permis d'identifier auprès d'elles les principaux impacts humains et professionnels ().*

Partir quelques semaines loin de ses habitudes... Partir faire un stage dans un pays du Sud... Pourquoi ce choix ? En quoi l'expérience renforce-t-elle les compétences ? A-t-elle une influence par la suite sur les choix de vie, la façon de pratiquer son métier ?

La découverte d'autres pratiques de soins est souvent la première motivation des étudiants. L'étude démontre qu'un stage dans une culture et un contexte très différent a des impacts aussi bien personnels que professionnels. Ce stage permet une véritable ouverture d'horizons, une démonstration du champ des possibles. La rencontre d'autres manières de vivre, d'être, de penser, laisse des traces et suscite des changements significatifs et durables dans les choix de vie, les compétences et les manières de faire. Au retour, des transpositions sont possibles dans leur vie personnelle et dans leur pratique professionnelle (gestion du matériel, valeurs et pratiques de soin, créativité et gestion du stress, sens clinique, prise en compte de la différence culturelle...).

*Sophie DECRAEMER,
Chargée de mission Partenariats d'acteurs à Matam*

(*). Le rapport d'étude est disponible sur demande à ADOS – e.campagne@ados-senegal.org
Voir la vidéo en ligne sur le site d'Ados.

Quelques chiffres : ce que l'expérience de stage leur a apporté

(sur un panel de 63 étudiants ayant répondu à l'étude)

Pour 94% : des clés pour dispenser des soins à des personnes d'origines culturelles différentes

Pour 54 % : une meilleure confiance en elle

Pour 86% : un intérêt accru sur les questions de santé dans le monde

Pour 54% : valeur de solidarité

Pour 52,5% : une plus grande curiosité envers les autres

97% des étudiants jugent les réunions de préparations au départ utiles voire très utiles et 65% estiment que débriefing est utile voire très utile



REGARDS CROISÉS SUR LA COOPÉRATION

Isabelle Seren Directrice de la communication au Département de l'Ardèche et en charge, au cabinet du Président du département, du suivi de la coopération décentralisée.
 Abasse Ndour Chef de la Division Appui au Développement économique local, Agence Régionale de Développement (ARD) de Matam

En quoi consiste le processus engagé sur le financement du développement local (FDL) ?

AN : Le processus FDL engagé depuis 2013 propose de repenser les mécanismes de financement des actions de développement pour aboutir à un meilleur portage par les acteurs locaux, à un renforcement de la légitimité des élus et à une plus grande équité sur le territoire en matière d'accès aux services sociaux de base.

IS : La réflexion de départ, qui voulait que la collectivité sénégalaise qui bénéficie d'un projet y contribue financièrement, est aujourd'hui arrivée beaucoup plus loin : c'est d'appuyer les collectivités à autofinancer leurs services publics. Et pour financer les services publics, il faut que les collectivités aient des ressources. Pour qu'elles aient des ressources, il faut qu'elles soient légitimes vis à vis de leur population et de l'État sénégalais

AN : Ce n'est pas une question de « manque » de richesses. Le Sénégal a pas mal de ressources. Aujourd'hui, tout l'enjeu est de pouvoir exploiter le potentiel existant pour construire une économie locale plus forte. C'est du local qu'on arrivera au global.



Qui porte cette réflexion ?

IS : Cette réflexion est portée par tout le monde conjointement. Le travail se fait en groupes de réflexion sur chaque territoire, à Matam comme en Drôme Ardèche. Tout l'intérêt de cette démarche est de se retrouver régulièrement pour des discussions, des échanges de points de vue, des échanges d'informations, et surtout pour bâtir un projet qui n'avance pas à des rythmes différents ici ou là bas.

AN : Le rayonnement régional sur Matam est animé par un groupe d'initiative, composé d'anciens migrants, de services techniques,

d'ONG, qui porte un plaidoyer fort sur ces questions de financement du développement local.

Dans le cadre de ce processus, les réalisations physiques ne sont pas la priorité : est-ce une évolution de la coopération décentralisée qui se profile ?

IS : La priorité de la coopération décentralisée n'est pas tant de réaliser des choses... mais plutôt d'organiser la réflexion. Être en capacité de faire réfléchir, de faire changer de posture, de faire croître en compétence et en savoir-faire. Si je devais résumer, je dirais que la coopération décentralisée, elle est surtout là pour qu'un jour on n'y soit plus.

AN : La coopération décentralisée doit se tourner de plus en plus vers un accompagnement de ces processus de réflexion pour appuyer les collectivités locales sénégalaises à s'affirmer et à assumer leur rôle. La coopération ne doit plus se limiter à apporter un financement pour un projet donné, mais aider les collectivités locales à s'autonomiser.

Quels sont aujourd'hui les impacts à ce stade d'avancement du processus FDL lancé fin 2013 ?

AN : La réflexion engagée est très nouvelle au Sénégal. Pour pouvoir expérimenter des choses en profondeur, voir des résultats et démultiplier l'expérience, on a choisi de sélectionner d'abord deux communes volontaires pour tester une démarche. Il y a déjà des évolutions nettes dans la mobilisation des impôts locaux, l'intérêt pour les questions de développement économique local, l'implication des acteurs locaux.

IS : C'est vraiment sur la capacité d'entraînement d'autres communes de la région de Matam que je vois une évolution. Il y a un changement dans la manière dont les élus se positionnent, un réel changement de posture. On a senti lors de notre dernière mission un vrai gout pour que les solutions se réfléchissent, s'élaborent et se bâtissent sur place pour pouvoir derrière assoir les collectivités dans leur rôle d'aménagement du territoire.

*Interview réalisé par Sandrine Vincent,
Chargée de mission Coopération*

Vous souhaitez :

- en savoir plus sur les spécificités, les actions de l'association,
- accompagner le projet porté par une collectivité territoriale du Sud,
- promouvoir la citoyenneté et la solidarité,
- permettre la découverte d'une autre culture par la rencontre,
- un accompagnement pour des jeunes partant en stage dans un pays du sud,
- échanger et vous enrichir de l'expérience de l'autre,
- ...

Sur le site de l'association <http://www.ados-senegal.org/>, vous trouverez quelques informations complémentaires et surtout comment nous rencontrer.



Vous pouvez aussi nous retrouver sur Radio Méga 99,2 FM à 12h10 le deuxième lundi du mois et le mardi qui suit à 7h15 : une émission animée par des membres d'Ados où l'on échange sur le Sénégal mais aussi d'interculturalité, de solidarité, d'ici et d'ailleurs...

Et pour les plus experts, également sur facebook <https://www.facebook.com/ados.Valence.Senegal/>



ADHÉSION 2016

NOM, PRÉNOM :

ADRESSE :

TEL : - - - - - MOBILE : - - - - -

E-MAIL :@.....

COTISATION :

- Association 50 € Individuel 16 € Etudiants, Chomeurs 8 €
 Don €

REDUCTION D'IMPOTS :

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôts importante : vous pouvez désormais déduire de vos impôts 66% du montant de votre don, dans la limite de 20% de votre revenu net imposable. En cas de dépassement de ce plafond, vous pouvez reporter l'excédent durant 5 ans. Nous vous ferons parvenir un reçu fiscal justifiant de votre don.

Règlement par chèque à :
ADOS
 allée du Concept bât A
 Quartier Girodet
 26500 Bourg les Valence

RENDEZ-VOUS

À VALENCE

* **5 FEVRIER de 20h00 à 22h00**
ADOS et l'Université Populaire proposent un **café citoyen** au "Le cause toujours", 8 rue Gaston Rey à Valence

Thème : **La gestion des déchets à Waoundé (Sénégal)** : à propos de la mise en place d'une démarche qui se veut progressive et participative.

(Attention : date changée par rapport au catalogue 2015-2016 de l'UPAVAL)